



## Sections de Haute-Garonne

Toulouse, le 15 septembre 2022

### À Monsieur le préfet de la Haute-Garonne et de la région Occitanie

Monsieur le préfet,

Ce n'est pas la première fois que les organisations syndicales représentatives des Finances publiques de Haute-Garonne s'adressent à vous concernant la destruction du réseau des services de la DGFIP dans les territoires. Malgré les nombreuses délibérations prises par une grande majorité des communes et assemblées délibérantes du Lauragais, les différentes rencontres que nous avons pu avoir avec vous et vos prédécesseurs, notre direction générale a poursuivi sa politique de suppression des trésoreries de proximité et de pleine compétence. Et voici que, remettant en cause les décisions présentées dans son projet départemental de réformes, notre directeur a pris la décision d'abandonner l'implantation d'un service de gestion comptable (SGC) à Villefranche de Lauragais.

C'est dans cette commune que devait être implanté un service de gestion comptable spécialisée dans la gestion des syndicats des eaux, notamment les SIECT (syndicat intercommunal des eaux des Côteaux du Touch et SMEA (syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement, appelé maintenant Réseau 31).

Nous nous sommes toujours opposés à la réforme dite du « nouveau réseau de proximité » (NRP) qui a détruit en trois années le réseau des trésoreries de proximité et de pleine compétence. Il a été remplacé par des accueils épisodiques tenus par un seul agent (une demi-journée par semaine hors vacances scolaires, car le manque d'agent ne permet pas la tenue de ces « accueils de proximités » toute l'année) et huit « services de gestion comptable » sur le département (là où il y avait plus du double de trésoreries il y a encore 5 ans), chargés de la gestion de l'ensemble des collectivités locales et syndicats du département.

Nos organisations syndicales sont intervenues lors du comité technique local du 6 avril 2022 pour dénoncer l'incertitude dans laquelle notre direction laissait les agents affectés actuellement à la trésorerie de Villefranche face au mutisme de la municipalité dans sa gestion de l'implantation de ce nouveau service. Des travaux étaient nécessaires pour accueillir les agents chargés des nouvelles missions prévues sur ce site, travaux pour lesquels la commune ne semblait pas vouloir s'engager (au dire de notre directeur).

Le 19 juillet, au cours d'une réunion informelle, le directeur régional des Finances publiques nous a confirmé l'abandon du projet à Villefranche, en arguant de l'absence de volonté de la municipalité de faire aboutir un projet viable. Lorsque nous avons appris que l'ensemble des collègues de Villefranche avaient été invités à effectuer une demande de mutation au 1er septembre 2022, nous avons compris qu'il n'y aurait pas de « plan B » et à aucun moment, notre directeur nous a communiqué des noms de communes, ou de collectivités, ayant été démarchées pour une éventuelle solution de remplacement. Si les difficultés internes

à la municipalité ont été portées à la connaissance de tous dans la presse locale, nous restons dubitatifs sur la réelle volonté de notre administration et son engagement suffisant pour trouver une commune d'accueil de ce nouveau service. Pour nous, la Direction régionale prétexte une situation politique complexe pour décliner une casse honteuse des services de la DGFIP.

Depuis le 1er septembre 2022, c'est le comptable du SGC de Revel qui assure l'intérim du centre des finances publiques de Caraman, avant sa fermeture annoncée au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Le Lauragais ne comporterait plus que deux postes comptables : Revel et Castanet. Nous considérons que c'est un gâchis supplémentaire pour ce territoire en plein développement démographique.

En outre, les missions de gestion syndicats des eaux qui devaient être confiées au SGC de Villefranche seront réparties sur Revel (SPEHA) et Carbonne (SIECT). À cette heure, aucun emploi n'est évidemment redéployé vers les services accueillant, et ce ne pourra être le cas avant l'été prochain, compte tenu des dates des mouvements de mutation. Les agents de ces deux services apprécieront !

Eu égard au massacre des territoires de Haute-Garonne, avec les suppressions de trésoreries, la situation du Lauragais est tout particulièrement spectaculaire avec un éloignement manifeste des usagers des services. C'est un signal désastreux pour les populations et les collectivités alors que la période récente montre les besoins de soutien, le ressenti, les inquiétudes et le sentiment de mépris des territoires péri-urbains et ruraux.

C'est une décision lourde de sens pour accentuer le sentiment d'abandon des citoyen.n.e.s du Lauragais.

En votre qualité de représentant de l'État dans notre département, vous n'ignorez pas ce qui se déroule à Villefranche de Lauragais. Dans un communiqué transmis à la Dépêche le jeudi 25 août, le maire de Villefranche de Lauragais, M. Bernard Barjou, a annoncé de prochaines élections municipales.

Nos organisations estiment donc que la précipitation de notre directeur à supprimer unilatéralement ce service est une mesure dogmatique, qui va mettre un peu plus en danger le service public dans notre département. Cela doit, à notre sens, permettre aux élus locaux et aux représentants des personnels que nous sommes et au représentant de l'État que vous êtes, de rouvrir les discussions sur l'avenir de ce service et, plus largement, sur l'avenir du service public dans les territoires. Le gouvernement s'est exprimé à de nombreuses reprises, dans les différents débats nationaux qui ont fait suite au mouvement des « gilets jaunes » sur la défense des territoires. Nous sommes ouverts à toute rencontre qui permettra de rouvrir le dossier de Villefranche de Lauragais et plus largement celui de l'implantation des services de la DGFIP du département de la Haute-Garonne.

Nous vous prions, Monsieur le préfet, d'agréer nos salutations militantes.

Signé :

***Les secrétaires des sections syndicales  
Solidaires Finances publiques 31, CGT Finances publiques 31 et FO DGFIP 31***